

**Compte-rendu du colloque organisé  
par le Comité national polonais de l'ICOMOS à l'occasion  
de la journée internationale des monuments historiques,  
le 18 avril 1989, Varsovie**

Le colloque avait pour but d'initier les participants aux thèmes du Colloque scientifique qui aura lieu à Lausanne dans le cadre de la IX<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ICOMOS en 1990. Les organisateurs ont donc désigné trois rapporteurs pour préparer les trois thèmes de Lausanne et ouvrir la discussion sur ces sujets. Notamment, il s'agissait du:

1. Bilan des activités de l'ICOMOS et ses plans pour l'avenir.
2. La «Charte de Venise» et les autres chartes et recommandations de l'ICOMOS.
3. La formation en conservation.

Le président du Comité ouvrit les débats et se pencha sur le 1<sup>er</sup> thème. Il décrivit la voie suivie par l'ICOMOS à partir de sa création au Congrès constitutionnel de 1965 en Pologne. Il attira l'attention sur le fait que l'ICOMOS fut créé surtout par les pays européens. Le nombre des 22 pays au début a augmenté jusqu'à plus de 60, mais les pays de l'Afrique et de l'Asie sont toujours faiblement représentés. Il y manque la Chine et le Pakistan. D'autres pays non-représentés à l'ICOMOS participent néanmoins à la Convention concernant la sauvegarde du patrimoine mondial de 1972. D'autres encore, quoique membres de l'ICOMOS ne marquent plus sur ce plan de l'activité.

Il est possible que cet état de chose résulte de la doctrine de l'ICOMOS qui a pour base la Charte de Venise — un produit de la civilisation et de la science européenne et, comme l'a dit un représentant du Brésil, un document des pays riches. Il est intéressant de remarquer que sur les 92 colloques et réunions organisés par l'ICOMOS dans les années 1965-1984, deux seulement ont eu lieu en Asie (les deux en Iran) et un en Tunisie.

Peut-être devrions-nous dans l'avenir approfondir nos connaissances des autres cultures et philosophies pour pouvoir élaborer un document de portée plus universelle, ou produire d'autres recommandations appropriées à des cultures et civilisations variées.

Quant aux objectifs de la sauvegarde, l'ICOMOS, comme on le sait, a élaboré d'autres «Chartes» procédant de celle de Venise: celle du tourisme culturel (Bruxelles 1976), la Charte de Florence concernant

les jardins historiques (1981) et la Charte des villes historiques (Washington 1987). De ces deux dernières on parlera dans les suivants rapports.

Le Dr Bohdan Rymaszewski dans son exposé a présenté le développement des notions qui ont conduit à l'élaboration de la Charte de Venise. Il s'est penché plus particulièrement sur la notion du monument historique. Elle n'était pas très précise au début et a été interprétée variablement. Ainsi par exemple, la Charte de Venise porte aussi sur les monuments meubles mais uniquement sur ceux qui sont liés à l'architecture. Elle laisse de côté les monuments de la martyrologie si caractéristiques pour la Pologne aussi bien que les monuments témoignant de la culture immatérielle dont nous estimons devoir nous occuper maintenant. Il faudrait donc envisager — selon le rapporteur — si au Colloque de Lausanne la délégation polonaise ne devrait pas proposer d'élargir la notion du monument historique. De toute façon, il est indéniable que les principes des chartes de l'ICOMOS doivent être promulgués plus largement que jusqu'alors et ceci par l'enseignement à tous ses niveaux.

Le Dr Gruszecki est intervenu pour compléter le rapport du Dr Rymaszewski. Sur le thème de la Charte de Venise, il a invoqué les paroles des deux éminents membres du Comité polonais, tous les deux décédés — le prof. Zachwatowicz et le prof. Malinowski. En parlant de la Charte de Venise, ils ont toujours insisté sur son caractère de règle morale. C'est là que se trouvait sa grande force et non pas dans les formulations qui peuvent être dépassées. Au moment où elle fut votée, elle ne pouvait contenir des normes d'urbanisme aujourd'hui généralement adoptées, mais plus tard elle fut la boussole qui dirigeait les travaux concernant les nouvelles formulations juridiques dans ce domaine. A l'avis du Dr Gruszecki on ne doit pas changer la Charte de Venise mais seulement lui donner des commentaires et élaborer, en partant de ses fondements, de nouveaux documents: chartes, déclarations ou recommandations. La Charte de Venise est comme un décalogue dont les principes sont immuables malgré qu'ils soient souvent violés. Celui qui les transgresse sait au moins qu'il a péché.

M. Michalowski, dans son rapport, a parlé surtout de la Charte de Florence élaborée après des réunions successives consacrées à la sauvegarde des jardins historiques, à Fontainebleau, Grenade, Zeitz, Prague et Bruxelles. Il a exprimé le regret que les principes de cette charte soient si peu respectés en Pologne et qu'en règle générale, l'état des jardins historiques dans notre pays soit si loin d'être satisfaisant.

Le rapport du prof. Bogdanowski qui suivit, fut consacré à la Charte des villes historiques. Il a insisté sur le fait que malgré les amendements apportés à son texte original par le Comité polonais, entre autres, et malgré la participation de nos délégués à sa rédaction finale, la Charte des villes présente encore de graves omissions. Elle ne prend pas considération des espaces intérieurs de la ville, des rues et des places, de l'introduction des espaces verts, des vues et des perspectives ainsi que de nombreux problèmes de la participation sociale des habitants. Il est possible que ces déficiences résultent de la traduction mais alors ne faut-il pas constituer au sein de notre Comité un groupe de travail pour la terminologie dans le domaine de la sauvegarde des monuments?

Le prof. Majdecki, tout en reconnaissant le rôle primordial joué par la Charte de Venise, a postulé certaines modifications dans les autres textes élaborés par l'ICOMOS. Selon lui, par exemple la notion du jardin historique et du paysage culturel exige de nouvelles précisions.

En donnant suite au thème 3 du Colloque de Lausanne, M<sup>me</sup> Maria Brykowska a présenté un rapport très documenté sur l'état actuel en conservation, en Pologne. En plus de l'enseignement universitaire et post-universitaire des Facultés d'architecture à Varsovie, Cracovie et Wrocław, elle a parlé aussi des écoles techniques et de la spécificité de l'Université de Torun qui contient l'Institut de la conservation et restauration. Son exposé fut complété par le prof. Zalewski qui a parlé de l'Académie des beaux-arts de Cracovie et de Varsovie. Il a souligné que le niveau de ces études est élevé ce dont témoignent les spécialistes venus de l'étranger. Certains centres d'étude à l'étranger ont pris pour modèle le programme de ces Facultés. Les rapports précités ont été suivis d'une discussion qui entre autre portait sur l'application des principes inclus dans les documents de l'ICOMOS dans notre pays.

En se référant à la Charte des villes historiques le prof. Stankiewicz a vivement critiqué certaines réalisations de restauration récemment effectuées en Pologne, qui visent à créer une illusion du passé et qui en résultat faussent la vérité. D'autres participants (M<sup>me</sup> Zarebska, M. Gruszecki, M. Arszynski) ont précisé les acquis des écoles mentionnées dans le rapport sur l'enseignement, les exercices pratiques et les résultats obtenus dans ce domaine.